

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Davos et Doha : Les ministres sont engagés mais leurs avis au sujet des plurilatérales sont partagés

Les ministres du Commerce se sont réunis en marge de la 42^e Assemblée annuelle du Forum économique mondial qui s'est tenue à Davos. Sur les 20 pays invités, seule la Chine, comme on s'y attendait, manquait à l'appel (la liste des invités comprenait l'Australie, l'Argentine, le Brésil, le Canada, l'UE, Haïti, Hong Kong, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, l'Afrique du Sud, la Suisse et les États-Unis). Il s'agissait du décor pour la traditionnelle mini-ministérielle de l'OMC organisée par le ministre de l'Économie suisse, M. Johann Schneider-Amman.

Les fonctionnaires suisses ont déclaré qu'aucune déclaration officielle ne serait diffusée à la fin de la réunion. Il était entendu que le résultat ne serait communiqué que verbalement, rien d'écrit, afin d'éviter d'imposer une pression supplémentaire aux membres.

Par conséquent, les pourparlers, qui ont duré deux heures ont été décrits comme « très bons ». Le groupe est convenu d'adopter une approche plus « pragmatique » et « réaliste », qui ne sera pas trop « prescriptive », pour aider à faire avancer le Programme de Doha pour le développement moribond, a déclaré un des fonctionnaires qui a assisté à la réunion.

Les membres étaient en faveur de l'idée de fractionner le cycle en ensembles plus gérables pour renforcer la confiance. Ils ont réitéré leur engagement à mettre en œuvre cette année des parties de l'ensemble du PDD qui profiteront aux pays les moins avancés (PMA).

Parmi les sujets qui ont été discutés figuraient les barrières non commerciales, la franchise de droits et l'absence de contingent, mais également le coton, la concurrence à l'exportation, les subventions à la pêche et la facilitation des échanges, bien que, comme l'a déclaré une source, le Japon continue de s'opposer à l'inclusion de la pêche comme partie de la récolte hâtive.

S'agissant de la nouvelle approche de négociation, le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, a déclaré que les membres sont convenus, à quelques exceptions près, qu'il faut examiner d'autres approches. Ces « exceptions » étaient les économies émergentes : l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (IBAS). Les trois pays ont émis un document dans lequel ils formulent leur opposition à l'utilisation d'une approche plurilatérale comme moyen de faire avancer le Cycle de Doha.

Le ministre du Commerce de l'Inde, M. Anand Sharma, le ministre des Relations extérieures du Brésil, M. Antonio Patriota et le ministre du Commerce de l'Afrique du Sud, M. Rob Davies ont tenu leur propre réunion le 27 janvier, en marge du Forum économique mondial.

Tous trois « ont formulé la profonde déception qu'ils ressentaient à propos de l'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les négociations du PDD », mais ils ont néanmoins « réitéré qu'il s'impose de conclure le Cycle de Doha dans le plus bref délai, en prenant appui sur les importantes avancées qui ont déjà été réalisées et sur le délicat équilibre des concessions qui ont été négociées depuis le lancement du Cycle, en 2001 ».

Les ministres de l'IBAS « ont insisté sur le fait que les initiatives plurilatérales vont à l'encontre des principes fondamentaux de la transparence, de l'inclusivité et du multilatéralisme ».

Ces initiatives, ont-ils ajouté, « font faiblir la résolution des membres de l'OMC à surmonter les écarts considérable qui existent entre eux et ne parviennent pas non plus à s'attaquer au déficit en matière de développement hérité des précédents Cycles de négociations ».

Bien que les ministres du Commerce n'aient en fait pas tenu de pourparlers sur les plurilatérales, M. Kirk a déclaré qu'il était quelque peu déçu que ces trois pays émergents aient diffusé leur déclaration.

Des hauts fonctionnaires de l'Australie, du Canada, du Chili, de la Colombie, de l'UE, de Hong Kong, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, du Pakistan, de Singapour, de la Corée du Sud, de la Suisse, de Taïwan et des États-Unis ont tenu une réunion le 18 janvier afin d'examiner la faisabilité d'un accord plurilatéral sur les services. Les « amis des services » comme il est convenu de les appeler poursuivront probablement leurs pourparlers pendant la semaine du 13 février en tenant une autre réunion technique dans le secteur des services.

De nouveaux modèles pour la collaboration multilatérale

Les pourparlers sur les initiatives plurilatérales ont néanmoins été abordés pendant une séance plénière sur le commerce intitulée *After Doha: the Future of Global Trade (Après Doha : l'avenir du commerce mondial)* animée par le professeur Robert Lawrence, qui enseigne le commerce et l'investissement à Harvard.

Les ministres du Commerce de l'UE (Karel De Gucht), de l'Australie (Craig Emerson), de l'Inde (Anand Sharma), de l'Indonésie (Gita Wirjawan) et des États-Unis (Ron Kirk) se sont joints au directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, et au président-directeur général d'Embraer du Brésil, M. Frederico Fleury Curado, afin de tenir une séance de réflexion sur la prochaine stratégie de Doha.

Lors de cette réunion, M. Emerson a pris le contrepied des ministres de l'IBAS, affirmant que les négociations plurilatérales peuvent être tout à fait cohérentes avec le système commercial multilatéral – tout comme l'Accord sur la technologie de l'information et l'Accord sur les marchés publics, qui se sont tous deux révélés dynamiques et ont attiré de plus en plus d'adhérents au fil du temps.

« Nous ne devrions pas prénégocier les négociations », a déclaré M. Emerson à ses homologues. « Permettons au groupe de se constituer, voyons quel élan il réussira à impartir ». Le ministre australien a déclaré que lorsque l'on relie une partie à une autre partie avec laquelle elle n'a aucun rapport, on empêche la « prise d'otages ».

Les accords plurilatéraux pourraient jouer un « rôle de facilitation » pour faire progresser le système multilatéral.

« En tant que médecin, a déclaré M. Emerson, je déclare que Doha n'est pas mort. Le Cycle est vivant, mais il est mal en point ». Il lui reste assez d'énergie vitale, mais il est très faible après 10 ans. Comptant bientôt 157 membres, « nous avons dépassé le seuil critique dont la complexité et l'une des caractéristiques déterminantes », a-t-il ajouté.

M. Lamy a déclaré qu'il est tout à fait convaincu qu'on pourra constater un progrès dans le contexte multilatéral au cours des prochains mois. « Mais s'il-vous-plaît, ne vous attendez pas à des fanfares », s'est-il empressé d'ajouter, particulièrement dans le contexte macroéconomique actuel. « Tenons-nous cois pendant quelques temps, faisons ce qu'il faut faire et ensuite nous pourrions peut-être décrocher les principaux prix ».

Quelques « modestes espoirs » se profilent pour Doha à l'horizon, a déclaré le modérateur dans son mot de la fin, ajoutant qu'un « besoin légitime » s'exprimait pour un « espace politique », la quête de quelque sorte d'équilibre, auquel on peut incorporer, dans le contexte multilatéral, quelques-unes de ces initiatives plus profondes, comme les plurilatérales, « en commençant par quelques-unes à peine, puis en prenant de l'ampleur pour répondre aux besoins du plus grand nombre ».

Consultation informelle sur l'AMNA

Le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) a tenu sa première réunion de l'année le 24 janvier. Le président, l'ambassadeur de Suisse, M. Luzius Wasescha, a déclaré qu'il souhaite entendre les avis, les idées et les propositions des membres sur la façon d'aller de l'avant avec les négociations sur l'AMNA, en tenant compte des conclusions de la 8^e Conférence ministérielle, au cours de la quelle les ministres du Commerce ont réitéré leur détermination à parvenir à une conclusion heureuse du PDD. L'ambassadeur de Suisse a rappelé aux membres la décision des ministres d'examiner à fond différentes approches de négociation pour contribuer à parvenir à un consensus.

Plusieurs membres, parmi lesquels les États-Unis, l'Australie, la Corée, la Nouvelle-Zélande, le Canada et le Japon ont mentionné la nécessité d'aborder non seulement les BNT (à l'égard desquelles ils ont réalisé quelques progrès au cours de l'année dernière), mais également la composante tarifaire du mandat puisque, comme l'ont mentionné les États-Unis, les BNT ne sont qu'une partie « modeste » des négociations.

D'autres, comme Cuba, l'Équateur et l'Argentine, ont insisté sur la nécessité d'un équilibre entre l'AMNA et les négociations globales. Certains pays, comme le Pakistan, ont regretté l'absence d'idées nouvelles.

M. Wasescha a néanmoins décelé une volonté générale d'agir pour faire progresser les négociations cette année. Cependant, en ce moment, il ne s'est pas dégagé de consensus sur ce qu'il fallait faire, quand et comment le faire. Ainsi, l'ambassadeur de Suisse a proposé que les membres terminent les sujets qui sont arrivés à maturité et laissent de côté le reste des enjeux jusqu'à ce qu'il soit clair comment les traiter.

Il a avancé un plan en trois étapes pour contribuer à faire avancer les négociations :

1. commencer les consultations sur tous les secteurs de négociations sur l'AMNA en utilisant des formats différents

après quoi les membres

2. passeraient à un « débat » au cours duquel M. Wasescha a l'intention de présenter différentes options

avant de finalement

3. commencer les négociations sur ces options.

On prévoit qu'une autre réunion sur l'AMNA se tiendra dans un mois. Entre-temps, les membres se tourneront probablement vers le nouveau président du groupe de négociation sur l'agriculture : l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande, M. John Adank qui, selon les délégués, devrait emboîter le pas à M. Wasescha et convoquer des séances en confessionnal au cours des prochaines semaines.

Prochains événements

- Pourparlers plurilatéraux des « amis des services », 13 février 2012
- Conseil général de l'OMC, 14-15 février, 1-2 mai, 25-26 juillet, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 21-22 mars; 20-21 juin, 26-27 septembre 2012
- Sommet du G-20, juin 2012, Los Cabos, Baja California Sur (Mexique)

Genève en bref est publié par les **Producteurs laitiers du Canada**, les **Producteurs de poulet du Canada**, les **Producteurs d'œufs du Canada**, les **Éleveurs de dindon du Canada** et les **Producteurs d'œufs d'incubation du Canada**. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada